

qui est tellement vanté par M. White et ses collègues. Peut-être que, dans 30 ans, ils penseront autant de bien de l'ALE.

À Jean Chrétien, dont les vues sur le libre-échange semblent ces jours-ci plus floues que jamais, je dis d'embarquer dans le jeu et d'examiner les faits.

Malgré les problèmes générés par une dure récession mondiale, par une série de différends difficiles avec les États-Unis et par un net recul de l'appui que les Canadiens accordent à l'ALE, il est maintenant bien évident que l'ALE est viable, qu'il réalise ses objectifs et qu'il contribue à jeter les fondements d'un Canada plus fort, plus prospère et plus confiant. D'un Canada qui contribue activement à l'économie mondiale.

C'est un message que nous nous devons de diffuser. Il est temps que nos gens d'affaires parlent des avantages du libre-échange. Les premiers intéressés se doivent maintenant de dire que nous pouvons vraiment concurrencer et que nous nous préparons à réussir.

Dans ces quelques minutes, je voudrais partager avec vous mon évaluation de l'ALE, et vous dire à quel point l'ALE favorise la compétitivité économique. Et vous montrer que l'ALE, en tant que politique commerciale, nous aide à gérer efficacement les questions commerciales canado-américaines et qu'il exerce un effet catalyseur sur l'évolution du système commercial mondial.

Nous avons surtout négocié l'ALE en raison de son impact potentiel sur notre compétitivité future. C'est une chose qui n'est pas très bien comprise. La 31<sup>e</sup> plus importante population du monde n'est pas devenue, et ne peut pas rester indéfiniment, la 8<sup>e</sup> plus grande économie du monde sans élargir sa base bien au-delà de son marché intérieur de 27 millions de consommateurs. En ouvrant notre économie à la concurrence accrue des firmes basées aux États-Unis et en encourageant les sociétés basées au Canada à desservir les marchés américain et canadien, et en les exposant à l'obligation de faire face à une concurrence accrue, tant au Canada que dans les nouveaux marchés aux États-Unis, l'ALE a donné à nos sociétés, surtout nos entreprises manufacturières, une incitation à adopter des stratégies globales. Cet objectif a-t-il été réalisé? Les preuves déjà recueillies sont encourageantes.

Il y a cinq ans, je disais essentiellement ceci à la Chambre des communes :

«J'ai souvent l'occasion de rencontrer les gens d'affaires canadiens, non seulement les chefs de file de l'industrie mais les entrepreneurs, les preneurs de risques, les petits commerçants, les gens qui créent des emplois, les gens qui engagent leurs épargnes pour se lancer en affaires. Dans ces rencontres, nous parlons toujours d'un accord commercial avec les États-Unis, de ses